

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

IP/C/W/237

4 janvier 2001

(01-0024)

Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce

Original: anglais

EXAMEN DE LA LÉGISLATION

Réponse de Sainte-Lucie à la question posée par le Japon

Par une communication de sa Délégation permanente datée du 7 décembre 2000, Sainte-Lucie a fait parvenir au Secrétariat la réponse ci-après à la question posée par le Japon, figurant dans le document IP/C/W/208.

A. DROIT D'AUTEUR ET DROITS CONNEXES

1. *Prière de donner des explications sur les exceptions ou exemptions concernant le traitement national et le traitement de la nation la plus favorisée éventuellement prévues par la Loi sur le droit d'auteur et les droits voisins, comme l'autorisent les articles 3 et 4 de l'Accord sur les ADPIC.*

La Loi n° 10 de 1995 sur le droit d'auteur de Sainte-Lucie ne prévoit pas d'exceptions ni d'exemptions concernant le traitement national et le traitement de la nation la plus favorisée.
